



Réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient

Depuis le 28 février, l'Iran est la cible de frappes causant parmi la population civile un nombre croissant de mort.es et de blessé.es.

Dès les premiers jours des bombardements, plus de 150 enfants ont été massacrés dans une école. Ont été également visés des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des raffineries, des usines, des infrastructures vitales, etc. Il est maintenant prouvé que les soit-disant “frappes chirurgicales” sur des objectifs purement politiques et/ou militaires n'étaient qu'un grossier mensonge.

Ce déluge de feu venu du ciel est utilisé par la République islamique d'Iran comme argument pour renforcer la répression contre une population ayant déjà déploré en janvier au moins 30 000 mort.es et plus 54 000 arrestations.

Une nouvelle vague d'exécutions capitales est à craindre. Cela a été récemment le cas de trois personnes ayant participé aux manifestations de janvier, et une autre accusée d'espionnage en faveur d'Israël. Ils ont tous été pendus en public en haut d'une grue.

Comme cela était prévisible le régime iranien a riposté aux frappes des Etats-Unis et d'Israël en utilisant des méthodes comparables.

Résultat la région est désormais à feu et à sang, à quoi s'ajoute une nouvelle guerre menée par l'État d'Israël contre le Liban. Une pollution record et aux effets durables, frappe les êtres vivants, l'air et l'eau.

Des mois et des années seront nécessaires pour réparer les dégâts causés aux habitations et aux infrastructures. Et pour couronner le tout, même des installations nucléaires font désormais partie des cibles possibles. Cette guerre a également des conséquences sociales dramatiques pour les populations civiles qui doivent faire face à toutes les pénuries, à l'accélération de l'inflation à des pertes d'emplois et de salaires. Les femmes sont particulièrement touchées.

Une extension mondiale du conflit n'est pas écartée. Il est plus urgent que jamais que les belligérants fassent enfin taire leurs armes, et que d'autres pays ne s'engagent pas à leur tour dans ce conflit au nom de la défense de leurs intérêts économiques.

La démocratie ne peut être l'œuvre que des peuples eux-mêmes

En Iran comme ailleurs, la démocratie ne peut pas être instaurée par en haut à coup de missiles et de bombes, puis par des “sauveurs suprêmes” arrivant dans les fourgons d'armées étrangères. Elle ne peut résulter que d'un processus social et politique se développant au sein du pays.

Un préalable est l'arrêt immédiat de la guerre et la chute d'un régime détesté par plus de 80 % de la population. La République islamique d'Iran doit être renversée les peuples d'Iran qui depuis des années ne cessent de lutter pour leur émancipation. C'est à eux que doit revenir de juger les dirigeants du régime actuel.

Développer la solidarité

En ce qui nous concerne nous apportons notre soutien aux iranien.nes se battant pour :

- La libération de l'ensemble des prisonniers politiques et d'opinion ;
- L'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort et de l'usage de la torture ;
- La liberté d'organisation, de faire grève et de manifester ;
- Le respect et le développement des droits démocratiques et sociaux, notamment ceux des femmes, des salarié.es, des minorités nationales, religieuses et sexuelles ainsi que ceux des réfugié.es d'Afghanistan ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles ;
- La levée des sanctions économiques et politiques dirigées contre la population.

Nous soutenons plus particulièrement les militant.es qui, en Iran et dans la diaspora, cherchent à faire entendre les voix de celles et ceux qui luttent en Iran pour en finir avec la République islamique d'Iran. Ils/elles luttent pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination.

Ils se battent pour un avenir défini du bas vers le haut par les intéressé.es eux/elles même. Un avenir reposant sur l'auto-organisation de la population.

Nous partageons leur opposition aux monarchistes qui, autour de Reza Pahlavi, se présentent comme une alternative à la République islamique.

Leur programme autoritaire et ultralibéral, est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleur.euses et les minorités nationales et sexuelles.

Réunion publique

vendredi 10 avril à 19h

Bourse du travail de Paris, salle Varlin
3 rue du Château d'eau, métro République

Prendront notamment la parole :

Leila Hosseinzadeh, militante iranienne, ancienne prisonnière politique

Lana Sadeq, Palestinienne de Cisjordanie, association 'Forum Palestine Citoyenneté'

Gilbert Achcar, originaire du Liban, professeur à SOAS (Université de Londres)

CGT <https://www.cgt.fr/>

Union syndicale Solidaires <https://solidaires.org/>

FSU <https://fsu.fr/>

Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) <http://www.iran-echo.com/>